

**CONVENTION
DE MINAMATA
SUR LE MERCURE**

Distr. générale
8 avril 2022

Français
Original : anglais

**Conférence des Parties à la Convention
de Minamata sur le mercure
Quatrième réunion**

En ligne, 1^{er}–5 novembre 2021 et Bali (Indonésie),
21–25 mars 2022

**Décision adoptée par la Conférence des Parties à la Convention
de Minamata sur le mercure à sa quatrième réunion****MC-4/13 : Programme de travail et budget pour 2023**

La Conférence des Parties,

Rappelant sa décision MC-3/12 sur le programme de travail et le budget pour l'exercice biennal 2020–2021,

Rappelant également sa décision MC-4/2 sur le programme de travail et le budget pour 2022,

Se félicitant de la contribution annuelle de la Suisse, pays hôte du secrétariat, d'un montant d'un million de francs suisses, qui est répartie à raison de 60 % au profit du Fonds général d'affectation spéciale et de 40 % au profit du Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées, et qui doit servir en priorité à faciliter la participation de représentants de pays en développement et en transition à ses réunions,

Prenant note des contributions versées par les Parties au Fonds général d'affectation spéciale,

Prenant note des contributions le montant total de la réserve de trésorerie inclus dans le Fonds général d'affectation spéciale de la Convention de Minamata sur le mercure a été constitué en 2018 et que, par sa décision MC-4/2, elle a autorisé, à titre exceptionnel et sans créer de précédent, un prélèvement de 149 725 dollars sur ce montant en 2022,

I**Fonds général d'affectation spéciale de
la Convention de Minamata sur le mercure**

1. *Prend note* du projet de programme de travail et de budget pour 2023¹, ainsi que des informations relatives aux questions financières, y compris du rapport sur les dépenses pour l'exercice biennal 2022-2023², des fiches descriptives des activités inscrites au budget³ et des informations fournies par le secrétariat sur les progrès de l'exécution du programme de travail pour l'exercice biennal 2020–2021⁴ et sur la coopération et la coordination internationales⁵ ;

¹ UNEP/MC/COP.4/24, UNEP/MC/COP.4//24/Add.1, UNEP/MC/COP.4/24/Add.2.

² UNEP/MC/COP.4/INF/21.

³ UNEP/MC/COP.4/INF/22.

⁴ UNEP/MC/COP.4/19.

⁵ UNEP/MC/COP.4/23.

2. *Approuve* le budget du Fonds général d'affectation spéciale pour 2023, d'un montant de 4 516 686 dollars des États-Unis, qui complète l'approbation du budget intégral de la Convention pour l'exercice 2022-2023 ;
3. *Décide* de reconstituer la réserve de trésorerie à hauteur de 15 % au moyen de contributions additionnelles de la part des Parties d'un montant de 148 071 dollars des États-Unis et de maintenir le montant de la réserve opérationnelle à 15 % du budget, conformément aux règles de gestion financière de la Convention de Minamata⁶ ;
4. *Adopte* le barème indicatif des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'année 2023 figurant dans le tableau 2 de la présente décision et autorise la Secrétaire exécutive, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, à ajuster ce barème afin d'y inclure toutes les Parties à l'égard desquelles la Convention entrera en vigueur avant le 1^{er} janvier 2023 ;
5. *Rappelle* que les contributions au Fonds général d'affectation spéciale sont dues au 1^{er} janvier de l'année pour laquelle elles ont été inscrites au budget et au plus tard le 31 décembre de la même année et prie les Parties de régler le montant de leurs contributions dès que possible afin de permettre au secrétariat de mener à bien ses travaux ;

II

Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées de la Convention de Minamata sur le mercure

6. *Prend note* du rapport de la Secrétaire exécutive sur les activités et les dépenses des exercices biennaux 2018–2019 et 2020–2021 financées par le Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées, telles qu'elles figurent dans les informations relatives aux questions financières⁷ ainsi que dans les informations fournies par le secrétariat sur les progrès de l'exécution du programme de travail pour l'exercice biennal 2020–2021⁸ et sur la coopération et la coordination internationales⁹ ;
7. *Prend également note* du projet de programme de travail et de budget pour 2023¹⁰, ainsi que des informations supplémentaires relatives aux questions financières¹¹ et des fiches descriptives des activités inscrites au budget¹² ;
8. *Prend note en outre* des prévisions de dépenses du Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour l'exercice 2023, d'un montant de 2 841 950 dollars des États-Unis ;
9. *Note* que l'exécution des activités prévues est subordonnée au versement de ressources au Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées ;
10. *Prie* les Parties et invite les non-Parties à la Convention et les autres intéressés en mesure de le faire à verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées ;
11. *Invite* les Parties et les non-Parties à la Convention et les autres intéressés en mesure de le faire à verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées afin de faciliter la participation de représentants des pays en développement et en transition à ses réunions et à celles de ses organes subsidiaires.

III

Travaux préparatoires en vue de l'exercice biennal 2024–2025

12. *Prie* la Secrétaire exécutive d'élaborer un budget pour l'exercice biennal 2024–2025, qu'elle examinera à sa cinquième réunion, en 2023, en expliquant les principes fondamentaux,

⁶ Telles qu'elles figurent dans l'annexe de la décision MC-1/10 sur les règles de gestion financière de la Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure et de ses organes subsidiaires et les dispositions financières régissant le fonctionnement du secrétariat de la Convention.

⁷ UNEP/MC/COP.4/INF/21.

⁸ UNEP/MC/COP.4/19.

⁹ UNEP/MC/COP.4/23.

¹⁰ UNEP/MC/COP.4/24.

¹¹ UNEP/MC/COP.3/INF/21.

¹² UNEP/MC/COP.3/INF/22.

les hypothèses et la stratégie de programmation qui le sous-tendent et en présentant les dépenses pour cet exercice biennal selon leur répartition par programme et ventilées par activité inscrite au budget, chaque activité étant accompagnée d'une fiche d'information ;

13. *Prie également* la Secrétaire exécutive, lors de l'établissement du budget et du programme de travail pour l'exercice biennal 2024–2025, de présenter deux scénarios dont :

- a) Un maintenant le budget opérationnel à son niveau de 2022–2023 en valeur nominale ;
- b) Un faisant apparaître les changements qu'il faudrait apporter au scénario visé ci-dessus pour répondre aux besoins prévus ainsi que les coûts ou économies correspondants, qui ne devraient pas représenter, en valeur nominale, une hausse de plus de 5 % par rapport au budget de l'exercice biennal 2022–2023 ;

14. *Souligne* qu'il faut veiller à ce que les propositions budgétaires soient réalistes et reflètent les priorités déterminées par l'ensemble des Parties dans le but d'assurer la viabilité et la stabilité du Fonds ainsi que du solde de trésorerie, y compris les contributions reçues ;

15. *Prie* la Secrétaire exécutive, agissant en application du paragraphe 8 de l'article 5 des Règles de gestion financière de la Convention de Minamata, d'accuser réception sans retard de toutes les annonces de contributions et de toutes les contributions acquittées et d'en informer les Parties par la publication d'informations actualisées sur l'état des contributions annoncées et acquittées sur le site Web de la Convention, et la prie également de fournir des informations détaillées et actualisées sur les recettes et les dépenses effectives des trois fonds ;

16. *Prie également* la Secrétaire exécutive, conformément au paragraphe 1 de la règle 3 des Règles de gestion financière de la Convention de Minamata, de fournir des informations détaillées et réelles sur les recettes et les dépenses pour chaque année de l'exercice biennal 2020–2021 et pour 2022, ainsi que des estimations des dépenses réelles pour 2023.

Tableau 1
Programme de travail et budget pour 2023
(en dollars des États-Unis)

| Numéro d'activité | Activité | 2023 | |
|----------------------|--|--|--|
| | | Fonds général d'affectation spéciale | Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées |
| A. | Conférences et réunions | | |
| 1 | Cinquième réunion de la Conférence des Parties | | |
| | 1.1 Cinquième réunion | 1 055 000 | 425 000 |
| | 1.2 Réunions préparatoires régionales | – | 420 000 |
| | 1.3 Groupes d'experts intersessions dotés d'un mandat à durée déterminée prescrit par la Conférence des Parties | | 85 000 |
| | Total partiel | 1 055 000 | 930 000 |
| 2 | Bureau de la Conférence des Parties | | |
| | 2.1 Réunion du Bureau | 26 000 | |
| | Total partiel | 26 000 | – |
| 3 | Comité de mise en œuvre et du respect des obligations | | |
| | 3.1 Réunion du Comité | 45 000 | |
| | Total partiel | 45 000 | – |
| | Total (A) | 1 126 000 | 930 000 |
| B. | Renforcement des capacités et assistance technique | | |
| 4 | Programme de renforcement des capacités et d'assistance technique de la Convention de Minamata | | |
| | 4.1 Outils, méthodes et modalités d'exécution | | 135 000 |
| | 4.2 Activités spécifiques de développement des capacités | | 275 000 |
| | 4.3 Activités de renforcement des capacités sur demande | | 65 000 |
| | 4.4 Activités transversales | | 260 000 |
| | Total partiel | | 735 000 |
| | Total (B) | | 735 000 |
| C. | Activités scientifiques et techniques | | |
| 5 | Appui scientifique aux États parties à la Convention de Minamata | | |
| | 5.1 Amélioration des méthodes d'inventaire du mercure | | 50 000 |
| | 5.2 Échange d'informations sur la modélisation et la surveillance | | 50 000 |
| | 5.3 Évaluation des impacts du mercure sur la santé, l'environnement et dans les domaines social et économique | | 50 000 |
| | 5.4 Échange d'informations sur les technologies de réduction des émissions et des rejets de mercure | | 50 000 |
| | 5.5 Activités scientifiques et techniques transversales | | 400 000 |
| | Total partiel | – | 600 000 |
| 6 | Évaluation de l'efficacité | | |
| | 6.1 Comité d'évaluation de l'efficacité | | |
| | 6.2 Élaboration d'un rapport sur le commerce, l'offre et la demande | | 80 000 |
| | 6.3 Compilation et évaluation des communications des Parties | 30 000 | |
| | 6.4 Autres travaux et rapports préparatoires à l'appui de l'évaluation de l'efficacité | | |
| | Total partiel | 30 000 | 80 000 |
| 7 | Rapports nationaux présentés au titre de la Convention de Minamata | | |
| | 7.1 Traitement et analyse des rapports nationaux | 30 000 | |
| | 7.2 Gestion continue des informations contenues dans les rapports nationaux | 20 000 | |
| | 7.3. Renforcement des capacités des Parties en matière d'établissement des rapports nationaux | 25 000 | |
| | Total partiel | 75 000 | |

| Numéro d'activité | Activité | 2023 | |
|----------------------|--|--|--|
| | | Fonds général d'affectation spéciale | Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées |
| | Total (C) | 105 000 | 680 000 |
| D. | Gestion des connaissances et de l'information et communication | | |
| 8 | Publications | | |
| | 8.1 Publications | 25 000 | |
| | Total partiel | 25 000 | — |
| 9 | Communication, information et sensibilisation du public | | |
| | 9.1 Communication, vulgarisation et sensibilisation du public | 42 000 | |
| | Total partiel | 42 000 | |
| 10 | Stratégie numérique | | |
| | 10.1 Stratégie numérique | 25 000 | 90 000 |
| | Total partiel | 25 000 | 90 000 |
| | Total (D) | 92 000 | 90 000 |
| E. | Gestion générale | | |
| 11 | Direction exécutive et administration | | |
| | 11.1 Gestion générale | 2 368 567 | |
| | 11.2 Voyages des fonctionnaires | 70 000 | |
| | Total partiel | 2 438 567 | |
| 12 | Coopération et coordination au niveau international | | |
| | 12.1. Coopération concernant les objectifs plus vastes liés au développement durable et à l'environnement | | 15 000 |
| | 12.2. Coopération au sein du groupe des produits chimiques et des déchets | | |
| | 12.3. Autres types de coopération et coordination | | |
| | Total partiel | | 15 000 |
| 13 | Ressources financières et mécanisme de financement | | |
| | 13.1. Ressources financières | | 20 000 |
| | 13.2 Mécanisme de financement - Fonds pour l'environnement mondial | | |
| | 13.3 Mécanisme de financement - Programme international spécifique | | 15 000 |
| | Total partiel | | 35 000 |
| | Total (E) | 2 438 567 | 50 000 |
| F. | Activités juridiques et de politique générale | | |
| 14 | Activités juridiques et de politique générale | | |
| | 14.1 Programme de travail du Comité de mise en œuvre et du respect des obligations | | |
| | 14.2 Activités juridiques | | |
| | 14.3 Législation nationale, commerce et application | | |
| | 14.4 Genre | | 30 000 |
| | Total partiel | | 30 000 |
| | Total (F) | | 30 000 |
| G. | Entretien des locaux de bureau et services connexes | | |
| 15 | Entretien des locaux de bureau et services connexes | | |
| | 15.1 Entretien des locaux de bureau et services connexes | 175 000 | |
| | Total partiel | 175 000 | |
| 16 | Services informatiques | | |
| | 16.1 Services informatiques | 60 500 | |
| | Total partiel | 60 500 | |
| | Total (G) | 235 500 | |

| | | 2023 | |
|----------------------|--|--|--|
| Numéro d'activité | Activité | Fonds général d'affectation spéciale | Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées |
| | Ressources nécessaires pour toutes les activités | | |
| | Total des coûts directs (dépenses d'appui aux programmes non comprises) (A à G) | 3 997 067 | 2 515 000 |
| | Dépenses d'appui au programme (13 %) | 519 619 | 326 950 |
| | Total général (dépenses d'appui aux programmes comprises) | 4 516 686 | 2 841 950 |
| | Reconstitution de la réserve de trésorerie à 15 % | 148 071 | |
| | Total général devant être couvert par les contributions des Parties et par 60 % de la contribution du pays hôte | 4 664 757 | |

Tableau 2
Aperçu du barème indicatif des quotes-parts et des contributions au Fonds général d'affectation spéciale pour 2023
(en dollars des États-Unis)

| Partie | | Barème des quotes-parts de l'ONU (%) | Barème des quotes-parts de Minamata (%) | Total des contributions au fonds général d'affectation spéciale pour 2023 |
|-----------------------------|-----------------------------|--|---|--|
| États d'Afrique (37) | | | | |
| 1 | Afrique du Sud | 0,244 | 0,2516 | 10 230 |
| 2 | Bénin | 0,005 | 0,0100 | 407 |
| 3 | Botswana | 0,015 | 0,0155 | 629 |
| 4 | Burkina Faso | 0,004 | 0,0100 | 407 |
| 5 | Burundi | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 6 | Cameroun | 0,013 | 0,0134 | 545 |
| 7 | Comores | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 8 | Congo | 0,005 | 0,0100 | 407 |
| 9 | Côte d'Ivoire | 0,022 | 0,0227 | 922 |
| 10 | Djibouti | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 11 | Eswatini | 0,002 | 0,0100 | 407 |
| 12 | Gabon | 0,013 | 0,0134 | 545 |
| 13 | Gambie | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 14 | Ghana | 0,024 | 0,0247 | 1 006 |
| 15 | Guinée | 0,003 | 0,0100 | 407 |
| 16 | Guinée équatoriale | 0,012 | 0,0124 | 503 |
| 17 | Guinée-Bissau | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 18 | Lesotho | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 19 | Madagascar | 0,004 | 0,0100 | 407 |
| 20 | Mali | 0,005 | 0,0100 | 407 |
| 21 | Maurice | 0,019 | 0,0196 | 797 |
| 22 | Mauritanie | 0,002 | 0,0100 | 407 |
| 23 | Namibie | 0,009 | 0,0100 | 407 |
| 24 | Niger | 0,003 | 0,0100 | 407 |
| 25 | Nigéria | 0,182 | 0,1877 | 7 631 |
| 26 | Ouganda | 0,01 | 0,0103 | 419 |
| 27 | République centrafricaine | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 28 | République-Unie de Tanzanie | 0,01 | 0,0103 | 419 |
| 29 | Rwanda | 0,003 | 0,0100 | 407 |
| 30 | Sao Tomé-et-Principe | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 31 | Sénégal | 0,007 | 0,0100 | 407 |
| 32 | Seychelles | 0,002 | 0,0100 | 407 |
| 33 | Sierra Leone | 0,001 | 0,0100 | 407 |

| <i>Partie</i> | <i>Barème des quotes-parts de l'ONU (%)</i> | <i>Barème des quotes-parts de Minamata (%)</i> | <i>Total des contributions au fonds général d'affectation spéciale pour 2023</i> |
|--|---|--|--|
| 34 Tchad | 0,003 | 0,0100 | 407 |
| 35 Togo | 0,002 | 0,0100 | 407 |
| 36 Zambie | 0,008 | 0,0100 | 407 |
| 37 Zimbabwe | 0,007 | 0,0100 | 407 |
| États d'Asie et du Pacifique (35) | | | |
| 38 Afghanistan | 0,006 | 0,0100 | 407 |
| 39 Arabie saoudite | 1,184 | 1,2208 | 49 642 |
| 40 Bahreïn | 0,054 | 0,0557 | 2 264 |
| 41 Cambodge | 0,007 | 0,0100 | 407 |
| 42 Chine | 15,254 | 15,7284 | 639 558 |
| 43 Chypre | 0,036 | 0,0371 | 1 509 |
| 44 Émirats arabes unis | 0,635 | 0,6547 | 26 624 |
| 45 État de Palestine | 0,011 | 0,0113 | 461 |
| 46 Îles Marshall | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 47 Inde | 1,044 | 1,0765 | 43 772 |
| 48 Indonésie | 0,549 | 0,5661 | 23 018 |
| 49 Iran (République islamique d') | 0,371 | 0,3825 | 15 555 |
| 50 Iraq | 0,128 | 0,1320 | 5 367 |
| 51 Japon | 8,033 | 8,2828 | 336 801 |
| 52 Jordanie | 0,022 | 0,0227 | 922 |
| 53 Kiribati | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 54 Koweït | 0,234 | 0,2413 | 9 811 |
| 55 Liban | 0,036 | 0,0371 | 1 509 |
| 56 Mongolie | 0,004 | 0,0100 | 407 |
| 57 Oman | 0,111 | 0,1145 | 4 654 |
| 58 Pakistan | 0,114 | 0,1175 | 4 780 |
| 59 Palaos | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 60 Philippines | 0,212 | 0,2186 | 8 889 |
| 61 Qatar | 0,269 | 0,2774 | 11 278 |
| 62 République arabe syrienne | 0,009 | 0,0100 | 407 |
| 63 République de Corée | 2,574 | 2,6541 | 107 921 |
| 64 République démocratique populaire lao | 0,007 | 0,0100 | 407 |
| 65 Samoa | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 66 Singapour | 0,504 | 0,5197 | 21 131 |
| 67 Sri Lanka | 0,045 | 0,0464 | 1 887 |
| 68 Thaïlande | 0,368 | 0,3794 | 15 429 |
| 69 Tonga | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 70 Tuvalu | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 71 Vanuatu | 0,001 | 0,0100 | 407 |
| 72 Viet Nam | 0,093 | 0,0959 | 3 899 |
| États d'Europe centrale et orientale (16) | | | |
| 73 Albanie | 0,008 | 0,0100 | 407 |
| 74 Arménie | 0,007 | 0,0100 | 407 |
| 75 Bulgarie | 0,056 | 0,0577 | 2 348 |
| 76 Croatie | 0,091 | 0,0938 | 3 815 |
| 77 Estonie | 0,044 | 0,0454 | 1 845 |
| 78 Hongrie | 0,228 | 0,2351 | 9 559 |
| 79 Lettonie | 0,05 | 0,0516 | 2 096 |
| 80 Lituanie | 0,077 | 0,0794 | 3 228 |
| 81 Macédoine du Nord | 0,007 | 0,0100 | 407 |

| <i>Partie</i> | | <i>Barème des quotes-parts de l'ONU (%)</i> | <i>Barème des quotes-parts de Minamata (%)</i> | <i>Total des contributions au fonds général d'affectation spéciale pour 2023</i> |
|--|---------------------------------|---|--|--|
| 82 | Monténégro | 0,004 | 0,0100 | 407 |
| 83 | Pologne | 0,837 | 0,8630 | 35 093 |
| 84 | République de Moldova | 0,005 | 0,0100 | 407 |
| 85 | Roumanie | 0,312 | 0,3217 | 13 081 |
| 86 | Slovaquie | 0,155 | 0,1598 | 6 499 |
| 87 | Slovénie | 0,079 | 0,0815 | 3 312 |
| 88 | Tchéquie | 0,34 | 0,3506 | 14 255 |
| États d'Amérique latine et des Caraïbes (24) | | | | |
| 89 | Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,0100 | 407 |
| 90 | Argentine | 0,719 | 0,7414 | 30 146 |
| 91 | Bahamas | 0,019 | 0,0196 | 797 |
| 92 | Bolivie (État plurinational de) | 0,019 | 0,0196 | 797 |
| 93 | Brésil | 2,013 | 2,0756 | 84 399 |
| 94 | Chili | 0,42 | 0,4331 | 17 609 |
| 95 | Colombie | 0,246 | 0,2537 | 10 314 |
| 96 | Costa Rica | 0,069 | 0,0711 | 2 893 |
| 97 | Cuba | 0,095 | 0,0980 | 3 983 |
| 98 | El Salvador | 0,013 | 0,0134 | 545 |
| 99 | Équateur | 0,077 | 0,0794 | 3 228 |
| 100 | Guyana | 0,004 | 0,0100 | 407 |
| 101 | Honduras | 0,009 | 0,0100 | 407 |
| 102 | Jamaïque | 0,008 | 0,0100 | 407 |
| 103 | Mexique | 1,221 | 1,2590 | 51 193 |
| 104 | Nicaragua | 0,005 | 0,0100 | 407 |
| 105 | Panama | 0,09 | 0,0928 | 3 773 |
| 106 | Paraguay | 0,026 | 0,0268 | 1 090 |
| 107 | Pérou | 0,163 | 0,1681 | 6 834 |
| 108 | République dominicaine | 0,067 | 0,0691 | 2 809 |
| 109 | Sainte-Lucie | 0,002 | 0,0100 | 407 |
| 110 | Saint-Kitts-et-Nevis | 0,002 | 0,0100 | 407 |
| 111 | Suriname | 0,003 | 0,0100 | 407 |
| 112 | Uruguay | 0,092 | 0,0949 | 3 857 |
| États d'Europe occidentale et autres États (25) | | | | |
| 113 | Allemagne | 6,111 | 6,3011 | 256 217 |
| 114 | Australie | 2,111 | 2,1767 | 88 508 |
| 115 | Autriche | 0,679 | 0,7001 | 28 469 |
| 116 | Belgique | 0,828 | 0,8538 | 34 716 |
| 117 | Canada | 2,628 | 2,7097 | 110 185 |
| 118 | Danemark | 0,553 | 0,5702 | 23 186 |
| 119 | Espagne | 2,134 | 2,2004 | 89 473 |
| 120 | États-Unis d'Amérique | 22,00 | 22,0000 | 894 576 |
| 121 | Finlande | 0,417 | 0,4300 | 17 484 |
| 122 | France | 4,318 | 4,4523 | 181 042 |
| 123 | Grèce | 0,325 | 0,3351 | 13 626 |
| 124 | Irlande | 0,439 | 0,4527 | 18 406 |
| 125 | Islande | 0,036 | 0,0371 | 1 509 |
| 126 | Italie | 3,189 | 3,2882 | 133 706 |
| 127 | Liechtenstein | 0,01 | 0,0103 | 419 |
| 128 | Luxembourg | 0,068 | 0,0701 | 2 851 |
| 129 | Malte | 0,019 | 0,0196 | 797 |

| <i>Partie</i> | <i>Barème des quotes-parts de l'ONU (%)</i> | <i>Barème des quotes-parts de Minamata (%)</i> | <i>Total des contributions au fonds général d'affectation spéciale pour 2023</i> |
|--|---|--|--|
| 130 Monaco | 0,011 | 0,0113 | 461 |
| 131 Norvège | 0,679 | 0,7001 | 28 469 |
| 132 Pays-Bas | 1,377 | 1,4198 | 57 734 |
| 133 Portugal | 0,353 | 0,3640 | 14 800 |
| 134 Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord | 4,375 | 4,5111 | 183 432 |
| 135 Suède | 0,871 | 0,8981 | 36 519 |
| 136 Suisse | 1,134 | 1,1693 | 47 545 |
| 137 Union européenne | 2,5 | 2,5000 | 101 656 |
| Total des contributions | | | 4 066 252 |
| Budget total approuvé (contribution du pays hôte comprise*) | | | 4 664 757 |

* Comprend la contribution estimée du pays hôte (Suisse) au Fonds d'affectation spéciale général, en dollars des États-Unis.

Tableau 3
Besoins indicatifs en personnel pour 2023
(en dollars des États-Unis)

| <i>Postes</i> | <i>Nombre</i> | <i>Total des coûts pour 2023 (coûts salariaux standard à Genève)</i> |
|---|---------------|--|
| D-1 Secrétaire exécutif(ve) | 1 | 312 296 |
| P-5 Coordination et politiques | 1 | 276 349 |
| P-4 Science et technologie | 1 | 236 179 |
| P-4 Renforcement des capacités et assistance technique | 1 | 236 179 |
| P-4 Juriste | 1 | 236 179 |
| P-3 Communication et gestion des connaissances | 1 | 195 391 |
| P-3 Administrateur(trice) de programmes (rapports, évaluation de l'efficacité) – temporaire | 1 | 138 402 |
| GS Assistant de programme | 4 | 727 592 |
| Total des dépenses de personnel (dollars É.-U.) | 11 | 2 358 567 |

Notes : outre le personnel indiqué ci-dessus, le poste de fonctionnaire d'administration (P-4) et celui d'assistant(e) au budget et aux finances (G-6) seront financés au moyen des ressources destinées à l'appui aux programmes.

* Le poste de Spécialiste hors classe de la gestion des programmes (P-5) est actuellement financé par le fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées (Japon).

* Le poste d'Administrateur auxiliaire (P-2) est actuellement financé par l'Italie.

* Reconnaisant l'importance du poste temporaire d'administrateur de programme (P-3), celui-ci a été financé jusqu'à la fin de 2023. La prolongation du poste au-delà de 2023 est en attente d'une décision de financement par la Conférence des Parties lors de sa cinquième réunion.